

L'université n'est pas la dernière qu'on croit

Le taux d'échec alarmant - 80% selon un classement publié - en fin de première année ne reflète pas les résultats globaux de l'université de La Réunion. Il s'explique par la très forte proportion de bacheliers professionnels et technologiques, mal préparés à des cours magistraux en amphithéâtres. A partir de la deuxième année, les chiffres indiquent de belles réussites.

Seulement 19,4 % de réussite à la fin de la première année universitaire ! Soit un taux d'échec de 80 %, alarmant. Ces chiffres, tirés d'un classement publié dans la presse (*), ont été repris en juillet dernier devant une commission de l'Assemblée nationale par le député socialiste Patrick Lebreton, qui ajoutait : "Ces résultats classeraient notre Université à la 74^e place sur les 77 universités françaises et don-

nent une lecture fautive des capacités et des qualités de notre jeunesse."

Et si le député réunionnais avait raison de parler de "lecture fautive"? Car ces chiffres doivent être remis dans leur contexte. En une génération, le public universitaire a radicalement changé. Il y a 30 ans, à La Réunion ou dans le reste de la France, s'inscrivaient à l'université les meilleurs bacheliers. Désormais, les têtes de classe

sont dirigées vers les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), y compris à La Réunion où elles ont fait leurs preuves.

Dans le même temps, l'université voit affluer en L1 (première année de licence) de plus en plus de bacheliers technologiques et professionnels, dont le parcours ne les a pas du tout préparés à des études universitaires.

"IL FAUDRAIT DES COURS EN PETITS GROUPES"

Mohamed Rochdi, président de l'université, se défend avec les chiffres les plus récents (voir notre infographie): "Alors que les bacheliers professionnels ne formaient que 9% des inscrits en 2005, ils étaient 21% en 2014" argumente-t-il. Ce qui fait mécaniquement baisser la proportion de bacheliers généraux, passée dans la même période de 63% à 52%. La proportion de bacheliers technologique reste stable, de 28% à 27%, mais supérieure à la moyenne française. Ces chiffres s'expliquent par le manque de formations courtes après le bac dans l'île, et la difficulté des jeunes à s'expatrier avec ces seuls diplômes.



L'enseignement en amphithéâtre ne convient pas aux étudiants issus des filières technologiques et professionnelles. (Photo Ludovic Laï-Yu)

Là réside la principale explication du taux d'échec important à La Réunion. M. Rochdi a d'ailleurs répondu par écrit à M. Lebreton : "Alors que la moyenne nationale des bacheliers professionnels est de 8,6% parmi les primo-inscrits en 2011-2012, ce pourcentage atteint 25,8% à l'Université de La Réunion. Avec 777 bacheliers professionnels sur 3 017 nouveaux inscrits en L1 en 2011-2012, notre établissement est même l'université française qui accueille le plus de bacheliers professionnels en pourcentage et en valeur absolue". Autrement dit, dans la lutte pour la réussite, La Réunion ne combat pas avec les mêmes munitions que les autres universités... "L'enseignement n'est pas adapté" confirme Helno Eyriey étu-

diant en 3e année de lettres, vice-président étudiant (élu Unef) de l'université. "Combien d'étudiants se découragent parce qu'ils ne comprennent pas les mots du professeur et ne peuvent pas poser de questions dans l'amphithéâtre? Il faudrait des cours sous forme de travaux dirigés, en petits groupes, sans cours magistraux. Mais cela coûterait cher", reconnaît l'étudiant.

L'expérience a pourtant été tentée, sous la forme du Cpesip (cycle préparatoire aux études supérieures et à l'insertion professionnelle). Mais l'interruption du dispositif illustre à lui seul les difficultés d'adaptation de l'université à ce nouveau public (voir par ailleurs).

Si l'on veut une lecture vraie des "capacités de la jeunesse réu-

nionnaise" (pour reprendre les mots de M. Lebreton), il faut regarder les taux de réussite à partir de la L2 (deuxième année), ainsi que l'éclatante diversité des doctorats. L'université de La Réunion obtient des résultats honorables, voire remarquables dans certaines filières: elle n'est pas la dernière qu'on croit.

Véronique Hummel
vhummel@jir.fr

(*) <http://www.letudiant.fr/etude/s/fac/reussite-en-licence-a-l-universite-le-classement-2014.html>

Les taux de réussite à l'université en 2014

	L1	L2	L3	M1	M2
Bacs généraux	39 %				
Bacs technologiques	8 %				
Bacs professionnels	2 %				
Taux réussite L1 tous bacs confondus	23 %				
Droit-économie	45 %	70 %	58 %	91 %	
Lettres & sciences humaines	71 %	82 %	56 %	45 %	
Sciences & technologies	53 %	75 %	84 %	92 %	
Sciences Homme & environnement	66 %	67 %	56 %	71 %	
Institut administration entreprises (IAE)		67 %	94 %	71 %	
École supérieure du professorat et de l'éducation (Espé)			74 %	71 %	

Source : Université de La Réunion

L1 : première année de licence - L2 : deuxième année de licence - L3 : troisième année de licence - M1 : première année de master (bac+4) - M2 : deuxième année de master (bac+5)

Capes de maths: l'exception réunionnaise

Pourquoi l'université attire-t-elle si peu d'étudiants en mathématiques? Tout simplement parce que d'autres cursus les phagocytent! "Les meilleurs bacheliers scientifiques partent dans les 15 CPGE (classes préparatoires aux grandes écoles) de La Réunion et deviennent presque tous ingénieurs" constate Dominique Tournès, professeur à la faculté des sciences et responsable pédagogique du master Meef (métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation) maths-sciences.

Plus forte encore: la faculté de médecine attire un millier d'étudiants scientifiques dans sa première année! Tous ne réussiront pas le très difficile concours de médecine, mais tous s'éloignent durablement du cursus de mathématiques. Cette désaffection a quand même un bon côté: "Nous travaillons avec un petit effectif d'étudiants" ce qui aboutit à de



Dominique Tournès, responsable de la formation des futurs professeurs de mathématiques à l'université. (Photo V.H.)

remarquables résultats dans les concours nationaux. Dominique Tournès montre les chiffres: parmi les 64 étudiants inscrits en master entre 2009 et 2014, 46 ont été admis au Capes, et 17 ont été titulaires en étant déjà enseignants (ils n'avaient pas besoin du

Capes). Un seul a raté le Capes, et a trouvé un emploi d'informaticien.

Depuis la création de l'Espé (école supérieure du professorat et de l'éducation, qui a remplacé l'IUFM), les résultats au Capes de mathématiques sont éloquentes. En 2014, 18 lauréats réunionnais sur 838 candidats dans toute la France, et 23 lauréats sur 1097 candidats en 2015. Ce qui représente à chaque fois une proportion de 2,1%, nettement supérieure à la proportion de La Réunion dans la population étudiante française (0,8%).

Le taux de réussite est tellement bon que l'université "fournit plus de professeurs que ce dont la Réunion a besoin, commente M. Tournès. Sur les 23 lauréats réunionnais au Capes, la moitié sont partis en métropole". C'est la rançon du succès.

V.H.

Du master "droit public" à l'emploi ou à la thèse

Josselin Rio, major au master "droit public" en 2014, fait partie des étudiants qui font mentir les mauvaises statistiques. "C'est ma participation à la Diagonale des juristes qui m'a permis de m'adresser à Monsieur le Président Debré ainsi qu'à Monsieur le Président Canivet (membre du Conseil constitutionnel) pour un stage au Conseil constitutionnel", se souvient le jeune homme, évoquant le concours de joutes oratoires de la faculté de droit.

Depuis, il a effectué son stage au Conseil constitutionnel, puis s'est inscrit à l'université d'Aix-en-Provence dans le très coté master "droit public approfondi". Où il termine dans les premiers, avant de commencer ce lundi un stage à l'Assemblée nationale qui durera jusqu'en décembre prochain. Il rentrera ensuite à La Réunion pour préparer une thèse sur "Les principes directeurs du droit électoral français".



Josselin Rio, major du master "droit public" au Moufia, commence aujourd'hui un stage à l'Assemblée nationale (photo DR).

Son professeur de droit public au Moufia, Mathieu Maisonneuve, ne cache pas sa fierté pour l'étudiant qu'il a connu en première année. Il balaie d'un revers à la fois les classements publiés par les magazines ("C'est n'importe quoi") et les critiques sur le taux d'échec en première année. "Près de 80% d'échec en première

année? Si nous voulions augmenter les chiffres, il serait facile de surnoter les étudiants, grince l'enseignant. Mais le but c'est de former les gens correctement. Si on compare les résultats catégorie par catégorie, les bacs pro par rapport aux bacs pro, les boursiers par rapport aux boursiers, nous sommes dans la moyenne nationale".

En droit notamment, où l'enseignant ne cache pas sa fierté d'avoir vu débiter des jeunes peu doués, qui se sont ensuite pris au jeu des difficiles études juridiques. "En master droit public, nous avons des promotions de 15 à 20 étudiants, qui ont quasiment tous un emploi en rapport avec leur diplôme, et un premier salaire à environ 2 000 euros". Enseignant également dans les universités de Paris-Assas, Panthéon-Sorbonne et Fribourg (Suisse), Mathieu Maisonneuve certifie: "il n'y a rien qui prouve que l'enseignement est meilleur en Métropole qu'ici".

V.H.

"Nos travaux intéressent le monde entier"

Si ces chercheurs travaillent à l'université de La Réunion, c'est parce qu'ils ne pourraient trouver mieux ailleurs. "La Réunion est la championne du diabète", explique Nicolas Meilhac, docteur en biochimie médicale. Entré à l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) en 2001, il appartient à l'UMR Detroi (unité mixte de recherche "Diabète, athérombose, thérapie Réunion océan Indien") installée au Cyroi (Cyclotron Réunion océan Indien) à Saint-Denis.

"On va chercher des prélèvements de vaisseaux bouchés chez les patients opérés à l'hôpital, pour étudier pourquoi c'est plus grave chez les diabétiques" poursuit M. Meilhac. "L'idée est de collecter ces informations sur la population pendant 10 ans" afin de découvrir



Nicolas Meilhac, docteur en biochimie médicale, et Patrick Mavingui, docteur en microbiologie, animent chacun un laboratoire de recherche au Cyroi (photo V.H.).

pourquoi un diabétique aura plus souvent un AVC ou des complications rénales, ou des problèmes à la rétine. "Il faut

qu'on ait les prélèvements sanguins avant le début d'une épidémie" pour pouvoir étudier ensuite la maladie.

Pour cet immense chantier - il faudrait une "cohorte" de 5 000 patients étudiés -, le Dr Meilhac travaille avec Patrick Mavingui, docteur en microbiologie, spécialiste des organismes supérieurs et membre du CNRS (Centre national de la recherche scientifique).

Le Dr Mavingui détaille : "La Réunion a une position stratégique, face à l'Afrique de l'Est, d'où viennent la plupart des agents pathogènes, comme le chikungunya ou le West Nile. Nous sommes la porte d'entrée de ces pathogènes, et nos travaux intéressent le monde entier : à cause du changement climatique, le chikungunya a émergé en Europe".

Certains micro-organismes ne peuvent être étudiés qu'ici, comme la bactérie "mayotensis", responsable de la leptospirose... "Nous recevons des post-docs (étudiants

qui poursuivent des recherches après leur doctorat, NDLR) internationaux, nous avons des étudiants des Seychelles, d'Inde, de Madagascar, et bientôt une chercheuse brésilienne avec nous" poursuit M. Mavingui. Six étudiants appartiennent actuellement à son équipe, dont deux bénéficient d'une allocation doctorale de la Région.

Chez Nicolas Meilhac, ils sont une dizaine, dont six aidés par la Région. Son laboratoire a également signé deux Cifre (conventions industrielles de formation par la recherche), l'une avec une clinique pour la recherche de biomarqueurs du diabète, l'autre avec une entreprise pour une recherche sur l'imagerie médicale.

V.H.



Aurélie Gaudieux, doctorante en économie. (Photo V.H.)

Aurélie Gaudieux: "J'ai été très bien encadrée"

Bachelière ES, Aurélie Gaudieux a effectué tout son parcours à l'université de La Réunion. Elle prépare actuellement un doctorat d'économie sur "Les stratégies d'acteurs de la gouvernance des ressources naturelles dans les îles de l'océan Indien". Pour utiliser un modèle mathématique, elle a dû se faire aider par le Lim (laboratoire d'informatique et de mathématiques) à la fac des sciences: "J'ai été très bien encadrée" assure-t-elle. Toujours à La Réunion, elle a passé un DU (diplôme universitaire) de malgache pour renforcer sa recherche sur Madagascar. Elle est lauréate de plusieurs prix de projets d'entreprise, et a reçu en 2014 le premier prix national du Cercle des économistes.

Taux de réussite biaisés

"Les taux de réussite sont calculés sur les étudiants inscrits, et non sur ceux qui passent les examens", critique Helno Eyriey, vice-président étudiant de l'université. Alors que les autres taux de réussite (baccalauréat, BTS...) sont calculés sur le nombre de candidats réellement présents. Si l'on effectuait cette correction à l'université, les taux de réussite de L1 (première année de licence) grimperaient en flèche, à La Réunion comme au niveau national, car de nombreux étudiants abandonnent en cours de 1^{ère} année, se rendant compte qu'ils ne sont pas faits pour ces études.

21% de bacs pro, 27% de bacs techno

Les baccalauréats technologiques ont été créés pour préparer à des études courtes (BTS, DUT...) et les baccalauréats professionnels pour travailler en entreprise. Dans les deux cas, les bacheliers réunionnais sont pénalisés, à la fois par le manque d'emplois et le faible nombre de filières BTS et DUT dans l'île. C'est pour cela qu'ils s'inscrivent dans des cursus universitaires où ils rencontrent d'immenses difficultés, et sont proportionnellement plus nombreux qu'en métropole. En 2014, l'université réunionnaise comptait 5171 inscrits en L1, dont 27% de bacs techno et 21% de bacs pro. Un record national.

Reuniwatt à la lumière des diplômés réunionnais



La start-up Reuniwatt mise sur les compétences des jeunes Réunionnais, dont beaucoup sont formés à l'université (photos et montage Reuniwatt).

En voilà un qui ne doute pas des compétences des jeunes Réunionnais. Nicolas Schmutz, directeur de la start-up Reuniwatt installée à Sainte-Clotilde et à Saint-Pierre, a recruté de nombreux diplômés de l'université de La Réunion. Mission de l'entreprise: prévoir la production photovoltaïque dans l'île avec ses quinze salariés et des stagiaires.

"Nous avons pris en stage Adrien,

qui a préparé un DUT réseaux et télécommunications à l'UT (institut universitaire de technologie) de Terre-Sainte" note M. Schmutz. Le jeune homme a été embauché... mais est parti au Canada préparer un diplôme d'ingénieur.

"Ensuite, nous avons eu Clément, étudiant en master de l'université du Tampon, encadré chez nous pendant plusieurs stages, puis embauché, poursuit le directeur. Son travail a débouché sur

un dépôt de brevet : une caméra qui permet de scruter le ciel et les nuages".

La troisième recrue s'appelle Mathieu, issu de l'Esiroi-Stim (Ecole supérieure d'ingénieurs Réunion-océan Indien-services des télécommunications, de l'informatique et du multimédia), l'une des composantes de l'université. "Cette formation est parfaite, nous sommes bluffés" avoue le directeur. Et ce n'est pas fini. Fin 2012,

Reuniwatt a embauché deux étudiants qui venaient de soutenir leur thèse à la faculté des sciences de La Réunion : Nicolas, docteur en intelligence artificielle (informatique), et Samuel, docteur en météorologie. "Nous sommes très heureux de les avoir à nos côtés, ce sont des cadres structurants" assure M. Schmutz.

De plus, l'entreprise vient de recruter Frederik dans le cadre d'une Cifre (conven-

tion industrielle de formation par la recherche): l'étudiant est salarié par l'entreprise pour préparer sa thèse de doctorat. Il partage donc son temps entre Reuniwatt et les deux laboratoires universitaires d'appui, le Lacy (laboratoire de l'atmosphère et des cyclones) et l'unité mixte de recherche "Espace dev" de l'IRD (Institut de recherche pour le développement).

V.H.

Requiem pour le Cpesip

C'était pourtant une belle innovation. Pendant quatre ans, de 2011 à 2015, le Cpesip (cycle préparatoire aux études supérieures et à l'insertion professionnelle) a accueilli des centaines de bacheliers qui n'auraient pas pu réussir immédiatement une L1 (première année de licence).

"Ce dispositif avait été créé comme une orientation et un accompagnement des jeunes en difficulté" se souvient Frédéric Miranville, son principal artisan. "C'était une année de transition" pour tous ceux qui obtenaient un avis défavorable après leur préinscription sur le site "admission pos-bac". Pendant cette année de Cpesip, les nouveaux bacheliers révisaient français et mathématiques, préparaient des concours ou cherchaient une formation en entreprise... Alors que le Cpesip n'accueil-

lait que 100 étudiants en 2011 à Saint-Denis, en 2014 il en rassemblait 300, soit 150 dans le Nord et 150 dans le Sud. "Ce dispositif ouvrait sur l'apprentissage et la création d'activité" témoigne Louis-Bertrand Grondin, conseiller régional. "La Région le finançait pour un montant de 332 000 euros". Et la collectivité était prête à continuer, convaincue de l'utilité de cette année intermédiaire entre bac et licence. Mais la présidence de l'université a souhaité en 2015 "reconfigurer le dispositif" explique le président Mohamed Rochdi. "L'université accueille 900 bacheliers professionnels, dont 750 en L1. Nous voulions donc créer deux volets différents: d'une part un Cpesip réservé aux bacheliers professionnels et à leur orientation; d'autre part un volet "préparation aux concours" dans le Sud".

Mais la Région n'a pas accepté cette reconfiguration, "car nous ne voulions pas créer un sas de concentration des bacs pro, justifie M. Grondin. Et nous n'avons pas reçu de dossier de demande pour un nouveau financement, alors que nous l'avons inscrit au budget primitif". Autrement dit, ce n'est pas un problème d'argent, mais de choix stratégique : faut-il isoler les bacheliers professionnels pour mieux les aider, ou au contraire les maintenir avec les autres étudiants ?

Entre-temps, M. Miranville a insisté pour maintenir le Cpesip tout en le faisant évoluer. "Mais je n'ai pas été consulté", regrette-t-il. Faute d'accord entre Région et université, le Cpesip est mort ; ne subsiste que le volet "préparation aux concours".

V.H.



Le Cpesip avait été conçu pour préparer les étudiants à la L1 ou à d'autres formations (photo Ludovic Lai-Yu).